

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 22-26 octobre 2007

QUESTIONS D'ORGANISATION ET DE PROCÉDURE

**Point 12 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2007/12-C
21 septembre 2007
ORIGINAL: ANGLAIS

COLLABORATION ENTRE LES ORGANISATIONS DES NATIONS UNIES AYANT LEUR SIÈGE À ROME

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur de PDE*: M. A. Jury tél.: 066513-2601

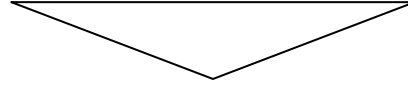
Chef de la Sous-Division des affaires interorganisations, PDE: Mme L. Alaman tél.: 066513-3027

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division des relations extérieures



PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note des informations contenues dans le document "Collaboration entre les organisations des Nations Unies ayant leur siège à Rome" (WFP/EB.2/2007/12-C) et encourage le PAM à continuer de renforcer sa coopération avec la FAO et le FIDA dans les domaines qui contribuent à la réalisation des objectifs stratégiques et des objectifs de gestion approuvés par le Conseil d'administration du PAM.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (document WFP/EB.2/2007/15) publié à la fin de la session du Conseil.



INTRODUCTION

1. Pour le PAM, la coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) représente un élément central de sa stratégie de partenariat concourant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La coopération est importante entre les trois principales organisations ayant leur siège à Rome, qui sont convenues en février 2007 de procéder conjointement à un "état des lieux" pour mettre en évidence et décrire les divers aspects de la collaboration aux niveaux des sièges, des régions et des pays. Cet état des lieux et ses conclusions constituent une première tentative de recensement de toutes les formes de collaboration existant aux niveaux des pays, des régions et des sièges, conformément à la demande formulée par les membres du Conseil d'administration à la première session ordinaire de 2007.
2. L'état des lieux¹ fournit des éléments fondamentaux de réponse aux questions relatives à la collaboration, tout en constituant un outil potentiellement utile pour appuyer et orienter la formulation des politiques sur la collaboration future. Plus spécifiquement, il vise à:
 - fournir une information exhaustive sur la collaboration existant entre les organisations ayant leur siège à Rome, aux niveaux mondial, régional et national;
 - identifier les lacunes et les possibilités dans le domaine de la collaboration;
 - fournir une base de réflexion stratégique pour la collaboration future.
3. En juin 2007, les organisations ayant leur siège à Rome ont examiné l'état des lieux et ont structuré l'information collectée aux niveaux mondial, régional et national autour de quatre grands axes:
 - Axe 1: investissement dans l'agriculture – investissements accrus dans le développement agricole et rural;
 - Axe 2: formulation des politiques, renforcement des capacités, gestion des connaissances et action de sensibilisation;
 - Axe 3: situations d'urgence et relèvement, y compris la gestion des risques de catastrophe;
 - Axe 4: administration, comme l'explique le document soumis à la réunion conjointe de la quatre-vingt-dix-septième session du Comité du Programme de la FAO et de la cent dix-huitième session du Comité financier de la FAO tenue en mai 2007².

Sources des données et méthodes

4. La première source de données utilisée a été la base de données du PAM rassemblant les informations sur les relations opérationnelles entre les trois organisations. La FAO a examiné une série de sources d'information additionnelles. Les données utilisées proviennent: i) des informations annuelles 2006 du PAM sur les partenariats avec la FAO et le FIDA; ii) des rapports annuels 2006 et 2007 du PAM au Conseil économique et social

¹ Il convient de noter qu'il s'agit d'une compilation permanente (un "document vivant") puisque la matrice continuera à être mise à jour et sera utilisée lors de diverses réunions conjointes.

² Le document intitulé "Coopération entre les organisations des Nations Unies ayant leur siège à Rome" a aussi été distribué en tant que note d'information à la session annuelle 2007 du Conseil d'administration du PAM (WFP/EB.A/2007/INF/9). Consulter: www.wfp.org/eb/docs/2007/wfp127782~1.pdf.



des Nations Unies et au Conseil de la FAO³; iii) de la version provisoire du numéro de "Travailler ensemble" de décembre 2006; iv) d'une note d'information sur la collaboration FAO-FIDA préparée en février 2007 et mise à jour en juin 2007; v) du Système d'information sur la gestion du programme de terrain en ligne de la FAO; vi) des résultats préliminaires d'un examen de la collaboration entre les trois organisations, entrepris dans le cadre du programme d'appui aux moyens d'existence mené par la FAO; vii) du document sur la collaboration administrative présenté à la réunion conjointe de mai 2007 du Comité du Programme et du Comité financier de la FAO; et viii) de la consultation de personnes, par exemple sur la collaboration à l'échelle mondiale et régionale, lors d'ateliers portant sur des aspects techniques, la politique générale et les actions de sensibilisation ou à l'occasion d'initiatives similaires.

5. L'état des lieux a pris pour point de départ le 1^{er} janvier 2006 et la plupart des activités qui y figurent ont donc commencé après cette date. Les chapitres suivants récapitulent les principales activités de collaboration auxquelles le PAM s'est associé.

Collaboration à l'échelon mondial

6. La collaboration entre le PAM, la FAO et le FIDA au niveau mondial porte pour 64 pour cent sur des aspects administratifs, 24 pour cent sur l'action de sensibilisation et 12 pour cent sur les situations d'urgence et le redressement.
7. Les principaux domaines d'activité administratifs dans lesquels les organisations ayant leur siège à Rome assurent déjà des services conjoints sont la passation des marchés, les ressources humaines, les finances, les technologies de l'information, les conférences, le protocole et le partage des connaissances. Des informations détaillées figurent à ce sujet dans le document relatif à la collaboration administrative cité au titre de l'axe 4.
8. Pour ce qui est de la politique et de l'action de sensibilisation, depuis leur participation conjointe en 2002 à la Conférence internationale de Monterrey sur le financement du développement, les organisations ayant leur siège à Rome ont préparé ensemble des manifestations et des déclarations pour les réunions intergouvernementales des Nations Unies, notamment du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, afin de mobiliser l'attention et les appuis politiques en faveur de la réduction de la faim et de la pauvreté rurale. Elles ont collaboré à l'occasion du Forum international 2006 sur l'éradication de la pauvreté, à New York, et de la session du Conseil économique et social tenue pendant l'été 2007 à Genève.
9. Ces messages conjoints de sensibilisation sont fondés sur la double stratégie de réduction de la faim et de la pauvreté rurale qui tient compte du fait que la lutte contre la faim exige: i) une action directe permettant de combattre la faim dans l'immédiat pour les plus vulnérables; et ii) des programmes à long terme dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et du développement rural pour éliminer les causes profondes de la faim. L'aide alimentaire du PAM et les interventions connexes jouent un rôle prédominant dans le premier volet - l'action directe visant à aider les pauvres les plus vulnérables qui souffrent de la faim. Dans certains cas, le PAM peut aussi jouer un rôle d'appui au titre du deuxième volet - le développement agricole et rural - dont la FAO et le FIDA assurent la direction.

³ Des exemples tirés de ces rapports figurent dans le présent document. Pour éviter les répétitions, ils ont été abrégés autant que nécessaire.



10. Les trois organisations cofondatrices de l'Alliance internationale contre la faim, ont cosigné une lettre en octobre 2005 invitant tout le personnel de terrain à appuyer l'Alliance internationale et les alliances nationales dans leurs pays. À ce jour, il existe 19 alliances nationales actives et beaucoup d'autres à divers stades de leur développement, qui constituent un forum favorisant la mobilisation d'un ensemble d'acteurs du gouvernement, des Nations Unies et de la société civile pour plaider la cause de la lutte contre la faim à l'échelon national. Suite à des interventions d'États membres lors de la session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, à la FAO en 2006, un groupe de travail où siègent les cofondateurs a été établi pour consolider l'Alliance internationale contre la faim.
11. Les organisations ayant leur siège à Rome ont également élaboré des positions communes au sein du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies et du Réseau sur l'égalité hommes-femmes du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le PAM et la FAO ont activement participé à la conception du jeu vidéo éducatif "Food Force" et aux activités du programme "Nourrir les esprits, combattre la faim".
12. En ce qui concerne le renforcement des capacités, les trois organisations sont membres du Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité entre les sexes et ont contribué à l'élaboration du recueil intitulé "Égalité hommes-femmes et moyens de subsistance ruraux".
13. Le PAM et la FAO ont collaboré dans le cadre du projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence (SENAC) financé par l'Union européenne dans le but d'améliorer au PAM les évaluations des besoins dans les situations d'urgence et l'information après crise. Les organisations ont aussi collaboré pour la conception du cadre d'analyse des besoins des procédures d'appels communs, des directives liées au Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC) et des missions et directives relatives à l'évaluation de la production et de la sécurité alimentaires.
14. L'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM a collaboré avec la FAO pour l'élaboration et la mise à jour régulière de GeoNetwork, un logiciel développé conjointement qui améliore le partage des informations géographiques référencées entre les différentes organisations utilisant l'Internet. En outre, le PAM et la FAO ont coprésidé le Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique, qui est chargé de coordonner et de faciliter l'utilisation de l'information géographique entre les organisations des Nations Unies.
15. Le PAM et la FAO ont aussi travaillé ensemble dans le domaine de l'éducation. Dans le contexte du programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, qui bénéficie de l'appui du PAM, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a lancé le programme d'alimentation scolaire utilisant les produits des jardins potagers, qui rattache l'alimentation scolaire au développement agricole en stimulant les marchés locaux grâce à l'achat d'aliments produits localement.
16. Le PAM et la FAO se sont récemment lancés dans un processus conjoint d'amélioration de la logistique. Le PAM a détaché durant plusieurs mois à la FAO un haut fonctionnaire chargé de la logistique qui s'emploie avec le personnel des deux organisations à passer en revue la chaîne d'approvisionnement et de moyens logistiques de la FAO. Cette collaboration a eu des avantages immédiats: la FAO vient de devenir membre du réseau des Entrepôts destinés aux interventions humanitaires des Nations Unies; le PAM prend des mesures pour entreposer dans son dépôt de Brindisi du matériel de protection individuelle destiné à l'intervention de la FAO contre la grippe aviaire; et des spécialistes de la lutte antiacridienne de la FAO étudient comment utiliser ce réseau d'Entrepôts dans les campagnes de lutte contre le criquet pèlerin. À titre pilote, le PAM facilite l'accès à ses



partenaires habituels pour contribuer à pourvoir aux besoins logistiques de la FAO, et assure une formation aux fonctionnaires chargés des interventions de la Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation de la FAO. Le PAM peut se prévaloir d'une meilleure connaissance des aspects logistiques liés à la manutention d'une vaste gamme d'articles complexes dans la chaîne d'approvisionnement de la FAO.

Collaboration à l'échelon régional

17. La collaboration à l'échelon régional entre le PAM, la FAO et le FIDA, a porté pour 22 pour cent sur le développement/investissement agricole, 22 pour cent sur les activités de sensibilisation et de renforcement des capacités, et 56 pour cent sur les situations d'urgence et le redressement.
18. Cette collaboration a concerné plusieurs initiatives en Afrique. Lors du Sommet sur la sécurité alimentaire en Afrique organisé en décembre 2006 au Nigéria, il a été demandé à la Commission de l'Union africaine d'établir un comité ad hoc de suivi chargé de renforcer ses capacités. Les membres du comité sont des représentants de la Commission de l'Union africaine, du NEPAD, des communautés économiques régionales, de la FAO, du FIDA, de la Commission économique pour l'Afrique et du PAM.
19. En Afrique de l'Ouest, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) a conjugué ses efforts à ceux des trois organisations à la suite des crises alimentaires et nutritionnelles de 2005 dans le Sahel. En mars 2007, l'initiative en faveur de l'agriculture durable et du développement rural au Sahel a été lancée pour s'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie, et au Niger.
20. Dans le cadre de cette initiative, toutes les parties prenantes, en particulier les gouvernements et les organisations régionales, s'associeront à des actions s'inscrivant dans les priorités nationales des gouvernements et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). La double stratégie comporte une réponse à court terme consistant à cartographier les zones et les populations vulnérables, à améliorer l'analyse de la sécurité alimentaire, les techniques d'évaluation et les mécanismes d'alerte précoce et fournir une aide alimentaire d'urgence aux plus défavorisés. Un programme à moyen et long termes vise à réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire des ménages en intensifiant et en diversifiant la production agricole, en stabilisant les marchés locaux et régionaux et en luttant contre la malnutrition des enfants et des groupes vulnérables.
21. L'élaboration d'approches régionales pour lutter contre l'insécurité alimentaire est un domaine prometteur pour la coopération entre les organisations ayant leur siège à Rome. La FAO et le PAM ont travaillé ensemble sur une initiative régionale en faveur de la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique, le but étant de parvenir à un consensus sur les mesures susceptibles d'être reproduites à plus grande échelle pour lutter contre la vulnérabilité qui règne de longue date dans la région en matière d'insécurité alimentaire. Cette démarche a débouché sur une consultation multinationale de haut niveau à Nairobi, en juin 2007, à laquelle ont participé Djibouti, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Kenya, la Somalie et l'Ouganda. Les pays concernés se sont fortement appropriés le processus, avec une représentation de niveau ministériel à la réunion, l'approbation d'une déclaration à l'issue de la conférence et l'offre par l'Ouganda d'accueillir une réunion de suivi en 2008.
22. Depuis 2004, le PAM et la FAO cofinancent un poste technique à plein temps au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) en vue de renforcer et d'institutionnaliser l'analyse de la vulnérabilité et des moyens d'existence, le suivi de la sécurité alimentaire et la préparation aux situations d'urgence dans les pays membres de la CDAA par l'intermédiaire des comités nationaux d'analyse de la vulnérabilité. L'appui



technique fourni aux comités nationaux d'analyse de la vulnérabilité de la CDAA a joué un rôle déterminant dans le développement et le renforcement des capacités d'analyse des États membres de la CDAA.

23. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, le PAM participe avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et la FAO à une action interinstitutions dont l'objectif est la préparation d'un document identifiant la lutte contre la faim et la sous-alimentation des enfants comme critère essentiel de cohésion sociale en Amérique latine. Le document conjoint sera présenté au Sommet ibéro-américain qui se tiendra au Chili en novembre 2007. Le PAM et la FAO se sont réunis en diverses occasions pour examiner les possibles complémentarités entre l'action de la FAO "L'Amérique latine libérée de la faim" et les initiatives régionales "Vers l'éradication de la malnutrition chronique des enfants dans la région Amérique latine et Caraïbes" appuyées par le PAM et la Banque interaméricaine de développement. Les deux organisations ont reconnu que leurs démarches étaient complémentaires et qu'une alliance serait très avantageuse pour inciter les gouvernements et les autres parties prenantes de la région à mieux comprendre la nécessité d'intensifier les efforts en vue de faire reculer la faim et la malnutrition dans la région.

Collaboration à l'échelon national

24. La collaboration entre le PAM, la FAO et le FIDA dans le pays, porte pour 63 pour cent sur les situations d'urgence et le redressement, 26 pour cent sur l'investissement agricole/le développement rural, 10 pour cent sur l'action de sensibilisation et le renforcement des capacités, et 1 pour cent sur l'administration.
25. Les trois organisations ont collaboré au Bhoutan, au Burkina Faso et au Burundi dans le cadre d'analyses de la sécurité alimentaire et de projets agricoles et environnementaux – des projets de terrain financés par le FIDA fournissant un appui technique à des projets Vivres contre travail (VCT) bénéficiant d'une aide du PAM.
26. Les chefs de secrétariat des trois organisations se sont rendus au Ghana en décembre 2006, où ils ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur action conjointe de lutte contre la faim et la pauvreté dans les régions septentrionales du Ghana touchées par l'insécurité alimentaire.
27. En Haïti, la FAO a fourni une assistance technique à un projet de développement de la petite irrigation financé par le FIDA, le projet concernant les Petits périmètres irrigués (PPI-2). Ce projet est lui-même lié au programme d'alimentation scolaire et aux activités VCT communautaires que le PAM exécute actuellement.
28. Au Pakistan, les trois organisations ont signé un Mémorandum d'accord pour appuyer les organisations communautaires du projet bénéficiant d'une aide du PAM dans l'Azad Jammu Cachemire et à Muzaffarabad, en utilisant les infrastructures sociales du FIDA pour les activités VCT.
29. Les groupes thématiques sur la sécurité alimentaire sont un aspect récent de cette coopération. En écho à la réforme des Nations Unies et aux fins de la réalisation des OMD, en particulier le premier, le PAM, la FAO et le FIDA établissent conjointement des groupes thématiques sur la sécurité alimentaire dans les pays. Le principal objectif de ces groupes est d'améliorer la collaboration et la coordination interorganisations pour épauler les propres efforts de développement des pays dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et du développement rural. Les chefs de secrétariat du PAM, de la FAO et du FIDA ont envoyé en cours d'année à leurs représentants dans les pays une lettre conjointe les encourageant à créer des groupes thématiques sur la sécurité alimentaire là où



de tels dispositifs n'existent pas encore. L'un des nouveaux groupes les plus dynamiques est celui du Mozambique, qui est aussi un pays pilote de l'initiative des Nations Unies "Unis dans l'action", laquelle vise à promouvoir la cohérence des activités de développement des Nations Unies.

30. À la suite de cette initiative, un examen de la situation des groupes thématiques sur la sécurité alimentaire réalisé entre juin et août 2007 montre que de tels groupes existent dans 55 pays, un chiffre qui englobe deux mécanismes régionaux mis en place pour les petits États insulaires des Caraïbes et du Pacifique. Sept autres pays sont en passe d'établir un groupe thématique. Les groupes thématiques sur la sécurité alimentaire servent de cadre pour la programmation, le partage de l'information et la coordination interorganisations dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Coopération entre le PAM et la FAO

31. Le PAM et la FAO collaborent dans 55 pays dans le cadre de 84 projets et activités communes tels que les missions d'évaluation de la production et de la sécurité alimentaires, la préparation aux situations de crise et la réalisation des OMD. Les grands domaines de collaboration comprennent 50 projets dont l'objectif est de promouvoir la production agricole et végétale. L'action de promotion de l'agriculture et de l'environnement a essentiellement concerné l'Afrique, dans 26 pays, cinq pays asiatiques et six pays de la région Amérique latine et Caraïbes en bénéficiant aussi. L'évaluation des besoins est un aspect particulièrement important du partenariat PAM-FAO. En collaboration avec six autres partenaires – le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWSNET), le Centre commun de recherche de la Communauté européenne ainsi que des organisations non gouvernementales internationales, le PAM et la FAO ont conçu un projet de programme mobilisant plusieurs institutions sur cinq ans aux fins de l'élaboration d'un système normalisé de classification de la sécurité alimentaires. Cette proposition s'inscrit dans le prolongement des expériences conjointes d'application du IPC expérimentée en Somalie à plusieurs autres pays en 2007 – notamment trois pays d'Asie, cinq de la Corne de l'Afrique, en Côte d'Ivoire et au Tadjikistan. Les enseignements tirés de ces initiatives pilotes et des consultations techniques avec des experts de la sécurité alimentaire seront utilisés pour affiner les recommandations techniques du IPC avant de tester et de développer l'approche à plus grande échelle.
32. En Asie, le PAM et la FAO collaborent dans plusieurs secteurs: au Bhoutan, la collaboration concerne l'analyse de la sécurité alimentaire, la commercialisation des produits agricoles en milieu rural et les évaluations; au Cambodge, l'initiative conjointe du IPC; au Népal, la coordination des activités liées à la sécurité alimentaire et un appel conjoint pour un appui à la transition; aux Philippines, un Mémoire d'accord local sur le rétablissement de la paix et l'amélioration de la sécurité alimentaire chez les agriculteurs touchés par la guerre dans le premier projet VCT conjoint exécuté dans le Mindanao, qui vise à améliorer la productivité agricole et les moyens d'existence des agriculteurs pauvres ayant souffert du conflit et des déplacements à l'intérieur du pays; au Sri Lanka, la mission d'évaluation de la production et de la sécurité alimentaires; et au Timor-Leste, la mission d'étude du marché menée en 2006 dans le cadre du SENAC.
33. Au Moyen-Orient, le PAM et la FAO ont collaboré dans le Territoire palestinien occupé pour réaliser une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et ont coprésidé le groupe thématique sur la sécurité alimentaire. Au Liban, la collaboration a porté sur une coordination des activités relatives à la sécurité alimentaire et une intervention dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture. Cette Alliance est un bon exemple de la façon dont la question des poches de pauvreté dans les pays à revenu



intermédiaire peut être traitée avec efficacité. En Jordanie, l'Alliance nationale contre la faim bénéficie de l'appui conjoint du PAM et de la FAO pour mobiliser des ressources et mener l'action de sensibilisation du grand public aux problèmes liés à la faim.

34. En Afrique de l'Ouest, les deux organisations mettent au point des approches novatrices de la coopération dans des domaines tels que le programme d'alimentation scolaire à base de produits locaux du NEPAD. Au Ghana, le concept est en cours d'introduction dans le programme de pays du PAM. Le PAM et la FAO collaborent au Liberia à l'élaboration d'un programme, l'évaluation de la nutrition PAM/FAO fournissant les données de référence du Programme national pour la sécurité alimentaire. En Sierra Leone, la collaboration en matière d'éducation a notamment porté sur la formation des enseignants à l'exécution de programmes de jardins scolaires avec l'appui de la communauté, en vue d'ajouter des légumes aux céréales et à l'huile fournis au titre des programmes d'alimentation scolaire du PAM. La FAO a établi un projet pilote de jardin scolaire dont l'objectif est de compléter les rations fournies par le PAM. Il existe aussi une collaboration dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement. Le programme national pour la sécurité alimentaire "Opération Nourrir la Nation" dispense aux agriculteurs une formation technique et améliore leur capacité d'organisation. En Côte d'Ivoire, la collaboration concerne les évaluations interorganisations, les Plans d'action humanitaire communs conjoints, et la préparation aux crises et les systèmes d'alerte précoce. Au Mali, les deux organisations ont travaillé de concert pour englober la sécurité alimentaire dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. La FAO, qui jouera le rôle principal, conseillera le gouvernement pour tous les programmes structurels relatifs à la sécurité alimentaire, en particulier par le biais du programme national pour la sécurité alimentaire, tandis que le PAM répondra à tous les besoins urgents liés à la sécurité alimentaire au moyen de l'analyse de la vulnérabilité, la gestion de l'information, les outils de cartographie ainsi que l'apport de produits alimentaires aux victimes de pénuries alimentaires ou d'autres crises analogues. Au Niger, la collaboration porte essentiellement sur l'agriculture et l'environnement ainsi que sur les évaluations de la sécurité alimentaire.
35. En Afrique de l'Est et du Centre, la collaboration avec la FAO est intense. En République démocratique du Congo, le PAM a collaboré avec la FAO pour élaborer des plans d'action humanitaire communs, et des méthodes d'alerte précoce et des évaluations d'urgence de la sécurité alimentaire. La FAO faisait partie de la mission d'évaluation des besoins qui a contribué à la conception de la phase suivante de l'intervention prolongée de secours et de redressement du PAM. Au Kenya, les organisations travaillent ensemble dans les secteurs de l'éducation et de la lutte contre le VIH/sida, le renforcement des capacités, la conception de projets, l'évaluation et la préparation aux situations de crise. En Tanzanie, les domaines de collaboration sont le renforcement des capacités et les projets relatifs à l'éducation et la lutte contre le VIH/sida. Le PAM, la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) exécutent un programme pilote conjoint appuyé par le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine. Le projet cible les zones d'accueil des réfugiés dans le nord-ouest de la Tanzanie et vise à améliorer la sécurité alimentaire et environnementale, à réduire le commerce des armes légères et à renforcer les capacités des zones d'accueil en matière d'analyse de la vulnérabilité. Le PAM et la FAO exécutent actuellement un Projet d'appui aux systèmes d'information sur la sécurité alimentaire en Éthiopie, d'une durée de deux ans, financé par l'Union européenne. Ce projet s'articule autour de trois composantes: 1) information sur les marchés; 2) information agrométéorologique; et 3) estimations de la production végétale à partir des données de la télédétection et d'enquêtes sur le terrain.



36. Les écoles pratiques d'agriculture et de vie pour jeunes agriculteurs constituent un domaine novateur de coopération en Afrique australe. En Zambie, cette collaboration porte sur la coordination des activités dans les domaines de l'éducation et de la sécurité alimentaire, le PAM et la FAO y dirigent ensemble le pôle concernant la sécurité alimentaire. Au Malawi, les deux organisations soutiennent conjointement les jardins scolaires et, en collaboration avec l'UNICEF, les écoles pratiques d'agriculture et de vie pour jeunes agriculteurs. Au Mozambique, ces écoles constituent la totalité du programme et les deux organisations dirigent également ensemble le pôle concernant la sécurité alimentaire. Les écoles pratiques font aussi l'objet d'une mise en œuvre conjointe en Namibie et au Swaziland.
37. En Bolivie, dans le cadre du programme conjoint des Nations Unies à l'appui du programme du gouvernement "Malnutrition zéro", la FAO et le PAM travailleront ensemble à l'établissement de complexes productifs reposant sur la production d'aliments autochtones destinés à la consommation et la commercialisation. La FAO fournit une assistance technique et de l'outillage agricole aux jardins d'enfants des rues bénéficiant d'une aide du PAM.
38. Au Panama, le PAM et la FAO codirigent une initiative interinstitutions visant à aider le Gouvernement à éradiquer la malnutrition chronique chez les enfants et le PAM aide la FAO à promouvoir et à institutionnaliser le droit à la nourriture.
39. En Colombie, le personnel de la FAO a participé à une formation relative à l'évaluation de la vulnérabilité dans le domaine de la sécurité alimentaire organisée par le PAM. En outre, les deux organisations travaillent ensemble pour garantir la qualité de l'outillage agricole fourni par le PAM ainsi que dans le cadre d'un projet conjoint de réinstallation de personnes déplacées à l'intérieur du pays.
40. À Cuba, la FAO soutient les jardins scolaires en fournissant des outils et du matériel agricoles dans l'une des provinces où le PAM apporte une aide alimentaire. Au Nicaragua, la FAO, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont financé et assuré une assistance technique pour évaluer l'état nutritionnel des écoliers. La FAO a fourni du matériel pédagogique destiné à la formation des enseignants en matière de sécurité alimentaire dans les centres scolaires.

Coopération entre le PAM et le FIDA

41. En 2006, le PAM et le FIDA ont coopéré sur dix projets dans huit pays. Les grands domaines de collaboration sont la promotion de la production agricole et végétale, la mise en valeur des terres et des ressources en eau et le développement du réseau routier. Le PAM a apporté une aide alimentaire aux communautés bénéficiant des programmes de microcrédit du FIDA pour qu'elles puissent améliorer les infrastructures ou acquérir les compétences permettant le lancement d'activités génératrices de revenus.
42. Les organisations collaborent aussi dans le domaine du redressement au sortir d'une catastrophe, en offrant aux communautés des possibilités de développement durable et une aide susceptible d'améliorer leur capacité de résistance en cas de futures crises. Les meilleurs exemples de la coopération PAM-FIDA ont été observés en Asie. En Inde, la collaboration étroite entre les organisations a débouché sur une programmation plus cohérente entre les organisations des Nations Unies. La collaboration au titre du Programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales de l'Orissa, financé par le FIDA, permet de conjuguer les ressources en vivres et en espèces des deux organisations pour créer des moyens d'existence durables pour 600 000 des membres des populations tribales les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Les deux organisations collaborent également en République démocratique populaire lao et



au Pakistan. En République arabe syrienne, le PAM fournit une aide alimentaire aux agriculteurs et aux femmes rurales pauvres participant aux activités de mise en valeur des terres, de plantation et d'alphabétisation appuyées par le FIDA.

43. Le PAM n'a pas encore atteint le même degré de coopération avec le FIDA en Afrique, qui est la principale zone d'activité du PAM. Il sera de plus en plus important pour la future coopération entre le PAM et le FIDA de parvenir à des réussites similaires en Afrique. De tels résultats sont possibles, comme en atteste l'exemple du Mali où le PAM et le Gouvernement ont récemment signé un Mémoire d'accord pour le suivi et l'évaluation des projets financés par le FIDA dans le domaine de la création d'actifs ruraux.
44. Au Burundi, les projets financés par le FIDA sur le terrain fournissent une assistance technique aux projets VCT bénéficiant d'un appui du PAM. En Tanzanie, les organisations travaillent de concert pour appuyer le programme de développement de l'irrigation participative mis en œuvre par le Gouvernement. Le PAM a relié ses activités VCT aux associations d'irrigants pour remettre en état les réseaux d'irrigation dans le cadre du programme de développement participatif de l'irrigation FIDA/PAM.

Défis et perspectives futurs

45. Les organisations ayant leur siège à Rome estiment que la coopération doit poursuivre un but. Les organisations ne devraient travailler ensemble que si leur collaboration améliore l'impact sur les bénéficiaires et/ou entraîne des économies aux niveaux des opérations et des services administratifs. Les partenariats visant un but peuvent être durables et apporter de réels avantages. La coopération recherchée comme une fin en soi n'a guère de chance de donner les mêmes résultats positifs.
46. Pour le futur, le PAM entrevoit plusieurs possibilités de renforcement de la coopération entre les organisations ayant leur siège à Rome aux niveaux mondial, régional et national. On peut citer, par exemple, la coopération concernant les changements climatiques dans le cadre de laquelle les organisations s'efforcent de travailler ensemble pour élaborer des activités conjointes telles que des programmes d'atténuation des effets de l'évolution du climat, de redressement et d'adaptation des technologies. Le choix des perspectives à retenir dépend des décisions qui seront prises par le Conseil du PAM sur les futures orientations stratégiques du Programme, telles que définies dans le plan stratégique dont l'approbation est prévue l'année prochaine. Il convient aussi de tenir compte de la diversité des bases et des mécanismes de financement des trois organisations pour évaluer le potentiel de coopération future.
47. Au niveau mondial, les trois organisations sont déjà attelées à une action conjointe de mobilisation auprès des Nations Unies et d'autres instances internationales dès lors que la sécurité alimentaire, l'agriculture et le développement rural figurent à leur programme. Il pourrait être intéressant d'élargir le plaidoyer mondial en associant de plus nombreux partenaires de la société civile à une Alliance internationale renforcée contre la faim. Les possibilités de coopération dans les domaines de l'administration et de la gestion ont été décrites dans le document soumis par les organisations ayant leur siège à Rome au Comité financier de la FAO en mai (WFP/EB.A/2007/INF/9). Une collaboration accrue pour réaliser les analyses de la sécurité alimentaire, y compris les évaluations des besoins, est un autre aspect pour lequel il pourrait s'avérer intéressant d'envisager une collaboration plus étroite.
48. Le PAM estime que les approches régionales globales de la sécurité alimentaire qui ont vu le jour dans la Corne de l'Afrique et au Sahel, recèlent la perspective de coopération la plus prometteuse au niveau régional. Associant les différents avantages comparatifs dont jouissent la FAO, le FIDA et le PAM sur les plans politiques, normatifs, opérationnels et



financiers ces approches peuvent aider les gouvernements des pays de ces régions à atteindre leurs propres objectifs prioritaires nationaux en matière de sécurité alimentaire. Le Conseil et les États membres pourraient souhaiter examiner les façons dont le PAM peut appuyer plus efficacement le travail mené dans la Corne de l'Afrique et au Sahel en tant que projets pilotes concourant au renforcement, aux niveaux régional et national, de la coopération entre les organisations ayant leur siège à Rome. En Amérique latine, il existe une possibilité de travail conjoint dans le domaine du renforcement des capacités par le biais de l'apport d'une assistance technique à des programmes spécifiques ou de la participation aux initiatives régionales visant à éradiquer la faim et la malnutrition.

49. Au niveau national, les activités des trois organisations doivent répondre aux différentes priorités des gouvernements des pays dans lesquelles elles interviennent. Il n'existe pas de modèle unique et la coopération entre les organisations ayant leur siège à Rome revêtira obligatoirement des formes différentes d'un pays à l'autre. La création de groupes thématiques sur la sécurité alimentaire dans les pays est un moyen utile pour les organisations ayant leur siège à Rome et les autres partenaires désireux de collaborer davantage au niveau national en répondant aux besoins spécifiques de chaque pays. Comme le montre le présent document, les évaluations conjointes des besoins réalisées par la FAO et le PAM resteront une cheville ouvrière de la coopération au niveau des pays. La nature de la coopération au titre de projets spécifiques variera toutefois d'un pays à l'autre en fonction des besoins nationaux et des capacités de chacune des trois organisations sur place. Le PAM, qui est l'organisation la plus décentralisée, s'efforcera de saisir toutes les occasions de coopérer dans les cas où l'instance de décision sera aussi proche que possible de la zone de la mise en œuvre.
50. Le PAM continuera à travailler avec la FAO et le FIDA aux niveaux des sièges, des régions et des pays pour établir des mécanismes de coordination efficaces permettant de définir et d'exploiter de nouvelles possibilités de collaboration dans les situations où les trois organisations partagent les mêmes objectifs. Cette collaboration pourrait s'inscrire dans une stratégie de partenariat plus large qui devrait faire partie intégrante du prochain plan stratégique du PAM. Le Secrétariat recommande que les futurs comptes rendus du PAM au Conseil d'administration sur la coopération entre les organisations ayant leur siège à Rome soient inclus dans le rapport annuel au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO, lequel aborde tous les aspects de la coopération au sein du système des Nations Unies, et ne fassent pas l'objet d'un système parallèle de présentation de rapports portant exclusivement sur la coopération entre les organisations ayant leur siège à Rome.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPC	Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SENAC	projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail